MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE PRETORIA

N°50 – 13 au 20 décembre 2022

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud :** L'intensification des délestages aggrave la situation de stress hydrique dans le KwaZulu-Natal
- **Afrique du Sud :** Le gouvernement allemand accorde une subvention de 15 M EUR pour un projet d'hydrogène vert à Secunda
- **Afrique du Sud :** Les productions minières et manufacturière reculent à nouveau au mois de juin
- **Afrique du Sud :** L'inflation baisse légèrement au mois de novembre
- **Afrique du Sud :** Transnet devra rembourser sa dette à hauteur de 1 Md ZAR en février
- **Botswana :** Le gouvernement met en place sa politique d'emprunt public auprès des institutions financières internationales
- **Mozambique :** L'Union Européenne engage 16 M EUR pour le soutien aux énergies renouvelables
- **Mozambique :** Le pays entre dans le club restreint des exportateurs de gaz naturel liquéfié (GNL)
- **Namibie :** Lancement du village Daures d'hydrogène vert dans l'Erongo
- **Namibie :** Fitch maintient sa notation souveraine à 'BB-'
- **Namibie :** Le déficit commercial namibien s'améliore
- **Zimbabwe :** Signaux mixtes entre les Etats-Unis et le Zimbabwe

Zoom sur… La démission d'André de Ruyter à la tête d'Eskom

André de Ruyter a annoncé sa démission en tant que directeur général d'Eskom ce mercredi 14 décembre, après trois ans à la tête du groupe. Il restera en fonction jusqu'au 31 mars 2023, le temps d'assurer une transition avant l'arrivée de son futur successeur, pour l'instant encore inconnu. Le directeur général était sévèrement critiqué à cause des lourds épisodes de délestages auxquels doitfaire face le pays. Il a notamment été la cible d'un ensemble d'attaques publiques de Gwede Mantashe, ministre des Mines et de l'Energie qui l'accusait de sabotage alors que le délestage atteignait un niveau 6 dans le pays. Le programme d'investissement pour une transition juste (JET) avait été initié par André de Ruyter et son équipe avant d'être relayé par la *Presidential Climate Commission*. Rappelons que le plan d'investissement JET a été salué lors de la COP 27 et permettra à l'Afrique du Sud d'obtenir un prêt de 8,5 Mds USD de ses partenaires pour entamer sa transition vers une énergie moins intensive en charbon. André de Ruyter était également à l'initiative de nombreux projets tournés vers la transition énergétique, notamment la transformation de l'unité de Komati, la mise en place de partenariats pour le développement d'énergies renouvelables ou encore un nouveau projet de stockage par batteries lancé le 8 décembre. Le nouveau plan de transmission d'Eskom a également été publié durant son mandat et vise à l'ajout de 53 GW de nouvelle capacité de production sur le réseau d'ici à 2032. En parallèle, l'année 2022 a été la pire année jamais enregistrée concernant les coupures de courant nationales. L'Afrique du Sud a connu près de 200 jours de panne d'électricité cette année et le parc national électrique est largement défaillant, avec plusieurs unités dysfonctionnelles ou en maintenance. L'Afrique du Sud a connu par une aggravation des épisodes de délestage au mois de décembre (niveau 6 et risque de niveau 7). Eskom a répété à plusieurs reprises que l'état de son parc de charbon vieillissant entrainerait nécessairement une hausse du nombre de pannes et que l'entretien des unités ne pouvait pas être davantage reporté.

Afrique du Sud

Les productions minières et manufacturière reculent à nouveau au mois de juin

Selon StatsSA, la production minière a chuté de près de 10,4% au mois d'octobre, comparativement à la même période l'an passé, après -5,1% au mois de septembre. Il s'agit du neuvième mois consécutif de contraction de l'indicateur avec une baisse de la production mensuelle corrigée des variations saisonnières de -2,5% entre septembre et octobre. Cette mauvaise performance dans un contexte de recul général prononcé du secteur est atténuée par les cours élevés du charbon, qui permettent de maintenir une valeur de vente équivalente (+0,5% en glissement annuel), mais ce soulagement est temporaire étant donné les perspectives mondiales négatives du secteur. En parallèle, si la production manufacturière a augmenté de 1% en glissement annuel, la variation mensuelle corrigée des variations saisonnières a diminué de 6,3% après une croissance de 5% le mois de septembre. Ce résultat s'oppose à la tendance observée sur ces derniers mois avec notamment les meilleurs résultats du PIB qu'escomptés au 3ème trimestre. On observe ainsi une baisse de la production automobile (-18,4%), de la production agro-alimentaire (-12,2%) et de la production du bois et papier (-9,3%). Cette rechute comme la contraction record du secteur minier s'expliquent en partie par la grève de 10 jours de Transnet qui a perturbé la chaîne logistique ainsi que par la hausse des délestages électriques.

L'inflation baisse légèrement au mois de novembre

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'indice des prix à la consommation a atteint 7,4% sur un an au mois de novembre – après 7,6% au mois d'octobre et retrouve son niveau du mois de juin. L'inflation repart donc à la baisse, après avoir été à la hausse le mois dernier à la surprise des observateurs, qui anticipaient majoritairement une poursuite du ralentissement à 7,5% au mois de septembre. Les postes qui ont le plus contribué à l'augmentation des prix sont les denrées alimentaires (+12,5%, soit une contribution positive de +2,1 points), le logement et fourniture d'eau et électricité (+4,3%, soit 1,1 point), les transports (+15,3%, soit +2,2 points) les produits divers et les services (+4,3%, soit 0,7 point). On peut noter que l'inflation des produits a été de +10,4% ce mois-ci (contre 10,5% en octobre) contre une inflation du prix des services de +4,5% (contre +4,6% en octobre). L'inflation en glissement mensuel ? a été de +0,3% notamment poussée par l'inflation alimentaire (+0,5%)

L'intensification des délestages aggrave la situation de stress hydrique dans le KwaZulu-Natal

Dimanche 11 décembre, l'entreprise publique de gestion d'eau Umgeni Water a annoncé que les délestages altéraient la fourniture en eau potable des municipalités dans lesquelles l'entreprise a compétence. Plusieurs centaines de milliers de personnes dans la région du Kwazulu-Natal n'avaient plus d'accès à l'eau durant les heures de délestages et même après. Le pays, qui vit sa crise énergétique la plus grave, subit des coupures d'électricité allant jusqu'à six à huit heures par jour depuis la semaine dernière après l'annonce par Eskom de la hausse du niveau des délestages au niveau 6. Le site de traitement des eaux usées d'Umzinto perd en moyenne 30% de sa production d'eau potable pendant les périodes de coupures d'électricité. De même, les sites exploités par Umgeni Water n'ont pas de générateurs de secours ce qui signifie que l'eau produite ne peut pas être acheminée vers les foyers durant les périodes de délestages.

Le gouvernement allemand accorde une subvention de 15 M EUR pour un projet d'hydrogène vert à Secunda

La subvention est tournée vers le programme HySHIFT à Secunda dans le Mpumalanga, porté par un partenariat entre Linde, Sasol, Enertrag et HY.DRE.GEN Energy. Le projet HyShiFT vise à développer un carburant durable pour l'aviation, le e-kérosène, grâce à l'hydrogène vert. Le projet devrait passer par la construction d'un électrolyseur de 200 MW et de 450 MW d'énergies renouvelables. Le projet HySHiFT fait

partie des 9 projets d'hydrogène vert inclus dans une liste de projets stratégiques intégrés (SIP), définis comme prioritaires par le gouvernement et permettant d'obtenir plus rapidement certaines autorisations, notamment environnementales. Les projets désignés comme SIP doivent avoir une importance économique ou sociale significative pour le pays ou contribuer substantiellement à une stratégie ou politique nationale relative au développement des infrastructures. Le financement allemand devrait soutenir la première phase du projet et aider à la construction de 40 MW d'électrolyseurs.

Transnet devra rembourser sa dette à hauteur de 1 Md ZAR en février

L'opérateur portuaire et ferroviaire public est endetté à hauteur de 556 M ZAR d'obligations et 535 M ZAR d'instruments de dette qu'il doit rembourser d'ici les 7 et 13 février 2023. Face à la hausse des taux d'intérêts sur l'année 2022, Transnet devrait faire face à des coûts de remboursement plus élevés que prévus. L'entreprise publique subit une grave détérioration de ses infrastructures dont les coûts de maintenance s'élèvent à plusieurs milliards de dollars. Elle a également été affaiblie par le vandalisme, le sabotage, le vol de câbles et même les cyberattaques, qui l'ont obligée à déclarer plusieurs fois la force majeure dans ses opérations. En octobre, des grèves ont paralysé les ports, tandis que de graves inondations en avril ont endommagé des locomotives et d'autres actifs, incitant le Trésor à lui octroyer 5,8 Mds ZAR pour compenser une partie des dégâts. Malgré un bénéfice de 5 mds ZAR cette année, l'entreprise reste fragile et sa dette totale s'élève à 108,24 Mds ZAR avec un taux d'intérêt moyen de 10,09%.

Botswana

Le gouvernement met en place sa politique d'emprunt public auprès des institutions financières internationales

La Ministre des Finances Peggy Serame a demandé au parlement l'autorisation de souscrire un prêt de 100 millions USD (1 Md Pula) auprès de l'OPEC Fund (Fond des Pays Exportateurs de Pétrole) dans le cadre du programme de résilience économique et de reprise verte. Malgré un excédent budgétaire de 104 millions P lors de l'exercice 2021/2022 laissant présager une amélioration des finances publiques, le gouvernement avait présenté en février 2022 un budget 2022/2023 comportant un déficit à financer de 6,98 Mds pour l'exercice 2022/2023. Ce prêt permettrait de soutenir l'effort du gouvernement pour renforcer l'efficacité fiscale et sa durabilité. En diversifiant sa source de financement, le gouvernement pourrait ainsi, lisser les déficits budgétaires sans utiliser le Compte d'Investissement du Gouvernement (GIA - *Government Investment Account*). Ce Compte désigne la part du gouvernement dans le Pula Fund estimé à 13,9 Mds P en septembre après être descendu de 18,3Mds P en 2019 à 2,8 Mds P en décembre 2020. Pour rappel, le Parlement a voté en 2020 l'augmentation des limites d'emprunts domestiques de 15 à 30 millions P par émission de titres. Par ailleurs, la Ministre des Finances est toujours à la recherche de partenaires financiers notamment en négociant un prêt de 179,7 M USD (2,3Mds P) avec la Banque Africaine de Développement.

Mozambique

L'Union Européenne engage 16 M EUR pour le soutien aux énergies renouvelables

L'Union Européenne a lancé en décembre 2022 à Maputo le programme d'Initiative de financement de l'électrification (ElectriFI), un mécanisme de financement mixte financé par l'Union européenne et géré par la société de EDFI. ElectriFi est une initiative visant à attirer les investissements du secteur privé dans le but de soutenir un approvisionnement en énergie plus durable et abordable dans les pays en développement. La subvention de l'UE devrait financer 10 projets dont le but est de faciliter l'accès des populations à une énergie propre. ElectriFi investit 113 M EUR annuellement par le biais des guichets nationaux, et 75% de cet investissement est à destination de l'Afrique

subsaharienne. ElectriFi a été créé en 2015 après la COP21 et son intervention au Mozambique vient en soutien de l'objectif du gouvernement de raccorder l'ensemble de la population au réseau électrique d'ici 2030.

Namibie

Fitch maintient sa notation souveraine à 'BB-'

L'agence de notation laisse inchangée sa notation souveraine au niveau spéculatif. La Namibie est aidée par des indicateurs de gouvernance et une cadre institutionnel solide avec un secteur financier (hors banque) qui soutient la flexibilité des finances publiques. Cependant, un déficit fiscal élevé, une dette publique importante et des perspectives de croissance en demi-teinte font peser un risque sur le pays dans un contexte mondial dégradé. Pour rappel, la Namibie enregistre en 2021 un taux de croissance à 2,7. Le FMI prévoit une croissance de 3% en 2022 puis 3,2% en 2023, tandis que Fitsch estime la croissance à respectivement 2.9% et 3.2%.

Pour rappel, la Namibie a été durement touchée par la crise du Covid causant une contraction de 8% de son PIB en 2020 avec la forte baisse des activités touristiques et minières. La réponse gouvernementale a créé un déficit fiscal de 8,8% du PIB sur l'exercice 2020/2021 et la dette publique est passée de 22% à 66% du PIB. Cependant, les efforts dugouvernements portent progressivement leurs fruits, puisqu'une amélioration est en cours avec un déficit prévu à 7,1% du PIB pour l'exercice 2022/2023, alors que le budget initial prévoyait un déficit à 7,7%.

Le déficit commercial namibien s'améliore

Selon l'agence de statistique namibienne (NSA), le pays a enregistré en octobre 2022 un déficit commercial de 1,7 milliards N$ qui se réduit significativement par rapport au mois de septembre (2,6 Mds N$, soit -33,5%) et par rapport à octobre 2021 (5,5 Mds N$, soit -69%). Cette contraction marque la deuxième amélioration consécutive depuis août dernier.

Cette amélioration s'explique par la baisse plus importante des importations (8,2 Mds N$ contre 9,5 Mds N$, soit -15,5%) que celle des revenus d'exportations (7,8 Mds N$ contre 8,7 Mds N$, soit -10,2%). Le recul du cours du diamant a largement contribué à la baisse des revenus des exportations namibiennes. L'Afrique du Sud continue d'être le partenaire commercial privilégié de la Namibie avec 4,6 Mds N$ d'importation et 1,5 Md N$ d'exportation. La Chine arrive en seconde place avec 2,3 Mds N$ d'exportations (1er pays d'exportation) contre 0,97 Md N$ d'importation. En octobre dernier, l'uranium était le bien le plus exporté (28,6% du total des exportations), principalement à destination de la Chine suivi par le poisson (10,8%), le diamant (8,5%), l'or (8,5%). Le pétrole était le bien le plus importé (14,2%) suivi par les véhicules de transport de marchandise (5,2%). On note l'augmentation des exportations par voie maritime au mois de septembre (+36,6%) qui représentent désormais 52,4%. Parallèlement, les importations qui passe majoritairement par voie terrestre (60,5%) ont diminué légèrement (-3,9%).

Lancement du village Daures d'hydrogène vert dans l'Erongo

Vendredi 9 décembre, le village Daures d'hydrogène vert (DGHV) a été inauguré à Windhoek. Ce projet, lancé par le consortium Daures Green Hydrogen, offre une participation de 15,1 M EUR pour un projet qui permettra au total la production de 1,5 GW d'hydrogène vert. La production permettrait à 11 350 habitants de s'alimenter en énergie propre et ce serait alors la première collectivité d'Afrique à ne produire aucune émission de CO2. Le projet s'appuie sur d'importantes nappes phréatiques qui fourniraient l'eau nécessaire à la production d'hydrogène. Il est échelonné sur quatre phases jusqu'en 2032, la deuxième phase devant commencer l'année prochaine. Quant à la production d'hydrogène vert à grande échelle dans le Kharas, les négociations achoppent toujours entre le gouvernement et le consortium Hyphen selon le directeur général de la commission de planification nationale.

Zimbabwe

Signaux mixtes entre les Etats-Unis et le Zimbabwe

Alors que s'ouvre le sommet Afrique/Etats-Unis mardi 20 décembre, on observe une nouvelle dégradation des relations diplomatiques avec le Zimbabwe. En effet, dans le cadre du programme de sanctions à l'encontre du Zimbabwe créé en mars 2003, l'OFAC (le Bureau du Trésor des Actifs étrangers) a mis à jour sa liste SDN (Specially Designated Nationals and Blocked Persons List (SDN List) afin d'en retirer 17 personnes, mais a parallèlement rajouté 4 nouvelles personnes et 2 nouvelles entités. L'inscription de **Emmerson Mnangagwa, Jr**, fils du président Mnangagwa sur la liste fait ainsi monter d'un cran la pression entre les deux pays. Pour rappel, le programme de sanctions à l'encontre du Zimbabwe cible les personnes agissant à l'encontre des droits humains et qui sapent le processus démocratique au Zimbabwe. L'inscription sur la liste entraine le gel de l'intégralité des transactions et des avoirs présents sur le territoire américain et des avoirs des entreprises possédés directement ou indirectement à plus de 50% par ces personnes, ainsi qu'une interdiction pour tout ressortissant américain de commercer avec ceux-ci. Par ailleurs, à cause de leurs liens avec l'homme d'affaires Kudakwashe Tagwirei et son entreprise *Sakunda Holdings*, ltrois personnes (Sandra Mpunga, Nqobile Magwizi et Obey Chimuk) ainsi que l'entreprise *Fossil Agro*, sont désormais soumis à ces sanctions. Cette annonce survient après une période de réchauffement relatif des relations entre les deux pays, puisque que le Ministre des affaires étrangères M. Shava est actuellement en déplacement aux États-Unis, après avoir répondu à l'invitation américaine pour une première participation historique du Zimbabwe au sommet Etats-Unis/Afrique et alors que le Zimbabwe venait de lancer une plateforme de discussion au sujet de la dette. Ce regain de tension pourrait être lié à des tentatives d'intimidation vis-à-vis d'un convoi transportant deux membres du Sénat américain en visite à Harare il y a deux mois. Les Etats-Unis avaient accusé les services secrets zimbabwéens d'avoir piloté cette course-poursuite automobile durant laquelle les téléphones des membres du congrès avaient notamment été brouillés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : SER de Pretoria
Rédacteurs : Léopold VINOT, Pierre FINOT, Tanguy ACHER et Alice REGNIER
revu par Claire JOLLY et William PECRIAUX

Pour s'abonner : s'inscrire ici